

(<http://pubs.objectifnews.com/5c/www.objectif-aquitaine.fr/rg/1182815418/Top/default/empty.gif/547643794e315631716f384/5c/www.objectif-aquitaine.fr/rg/371786820/Position1/default/empty.gif/547643794e315631716f384>)

Au tribunal de Bordeaux, les syndicats de Ford sonnent l'alerte



Ford Aquitaine Industries employait 984 équivalent temps plein à durée indéterminée en janvier

dernier. (Crédits : Pascal Rabiller)

Jean-Philippe Dejean | 29/06/2015, 11:54 - 696 mots

La décision prise le 22 avril par le comité d'entreprise extraordinaire de Ford Aquitaine Industries (FAI) et la CGT-Ford d'attaquer la direction de l'entreprise en justice se traduit ce lundi par la tenue d'une audience au tribunal de grande instance (TGI) de Bordeaux.

La direction de FAI, à Blanquefort (33), est attaquée en référé pour "le non respect de son engagement concernant le maintien des 1.000 emplois et sur un prêt de personnel illicite car étant une manœuvre pour réduire les coûts et les effectifs". La CGT et la CFTC ont voté pour cette procédure à laquelle FO s'est opposée, tandis que la CFE-CGC s'abstenait.

Avec cette action, les syndicats cherchent d'abord à provoquer un électrochoc chez les élus politiques et le préfet de Région. Les pouvoirs publics ont financièrement accompagné Ford à Blanquefort. Ceci à la suite de négociations multipartites coordonnées par le préfet de Région dans le cadre du comité de pilotage de FAI. Les syndicats estiment que la direction de FAI n'a pas tenu sa promesse de maintenir 1.000 emplois et d'aggraver la situation en transférant ou prêtant des salariés

à l'usine de Getrag Ford Transmissions (GFT).

1.700 salariés maximum

Située à quelques dizaines de mètres de FAI, GFT, qui appartient à la coentreprise créée par Ford et l'équipementier allemand Getrag (<http://www.getrag.com/en/home/index.html>), fabrique des boîtes de vitesses manuelles principalement pour le marché européen. Elle a dernièrement été sélectionnée par la maison mère de GFT, à Cologne, pour fabriquer une nouvelle boîte de vitesses, la MX65, et renforce son effectif dans cette optique en faisant notamment appel à des salariés de FAI. Lors du comité d'entreprise du 2 avril, Dirk Heller, président de Ford Aquitaine Industries et directeur industriel de Ford Europe, a précisé aux syndicats que l'effectif combiné FAI et GFT ne dépasserait pas 1.700 salariés.

Alors que GFT emploie aujourd'hui un peu plus de 700 personnes, **une étude commandée au cabinet Secafi par les syndicats montre que l'effectif de FAI n'était pas de 1.000 équivalent temps plein à durée indéterminée en janvier 2015, mais de 984**, nombre qui devrait passer à 975 à la fin de l'année et à 960 fin 2016.

Cet écart avec les attentes a beau être faible, il démontre pour la CGT et la CFTC que

FAI profite de l'argent public sans vouloir respecter son engagement.



Dirk Heller, président de Ford Aquitaine Industries (Agence Appa)

"Faire bouger les pouvoirs publics"

Analyse que la direction de FAI réfute de A à Z.

*"Ford a conclu un engagement d'objectifs. Dans les premières pages de l'accord qui a été signé, Ford confirme son engagement d'objectifs. **Les aides des collectivités et de l'Etat sont toujours versées en trois fractions, au prorata de l'investissement réalisé. Le terme de l'accord est fixé à 2018. Croyez-moi, une équipe de Bercy est passée ici et les montants investis par Ford donnant droit à des aides publiques seront scrutés à la loupe**", analyse ainsi cette source proche de la direction.*

De ce point de vue, le maintien des effectifs est lié aux résultats et FAI et GFT forment un binôme industriel, même si les sociétés sont différentes. D'où les prêts et transferts de main d'œuvre de FAI à GFT, cette dernière usine ayant été sélectionnée au sein de Getrag pour assurer la fabrication d'une nouvelle boîte de vitesses manuelle, la MX65. Dans un entretien accordé à La Tribune - Objectif Aquitaine, Philippe Poutou (CGT) avait précisé le but de cette manœuvre quelques jours avant de déposer le dossier en justice.

(<http://objectifaquitaine.latribune.fr/politique/2015-04-24/ford-aquitaine-industries-bientot-poursuivi-en-justice.html>)

*"Nous espérons faire bouger les pouvoirs publics, qui ne font plus rien. L'argent a été donné, il faut que le groupe respecte ses engagements. Nous voulons que le nouveau préfet organise, comme l'avait annoncé son prédécesseur, un comité de pilotage avant l'été. **Cette attaque en justice, c'est une alerte. On ne veut pas condamner Ford pour des mensonges mais obliger le groupe à investir ce qu'il faut**", expliquait alors Philippe Poutou.*

Cette analyse, Philippe Poutou n'en retranche pas une ligne et nous précisait ce 29 juin 2015 ne pas s'attendre à ce que le TGI condamne FAI pour ne pas avoir embauché. Ainsi, quelle que soit la décision rendue par le TGI de Bordeaux, les syndicats seront allés au bout de leur stratégie d'alerte.